



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE L'ALLIER

Préfecture
Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Auvergne-Rhône-Alpes

Unité inter-Départementale Cantal/Allier/Puy-de-Dôme
Equipe Environnement-Carières de l'Allier

N° 317 / 2019

ARRÊTE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE

rendant caduc l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 4038/04 du 19 octobre 2004
pour la carrière, sise au lieu-dit : « Forêt de Messarges », commune de Meillers,
de la S.A.S. DAGOIS.

La Préfète de l'Allier
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, et notamment l'article L. 172-1 ;

VU le code de l'environnement, partie Réglementaire, livre V, titre 1^{er}, chapitre II, section 1, sous-section 5, et notamment les articles R. 512-39-1 et R 512-38 ;

VU le code minier ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 4038/04 du 19 octobre 2004, autorisant la société DAGOIS à exploiter une carrière à ciel ouvert (grès) sur le territoire de la commune de Meillers, au lieu-dit : « Forêt de Messarges » et notamment l'article 23 (validité – caducité) ;

VU le compte rendu de visite de l'inspection des ICPE (DRIRE) en date du 30 mai 2008 précisant l'absence d'extraction de matériaux depuis fin 2006, et la lettre de la DRIRE en date du 10 juin 2008 ;

VU le rapport de visite de l'inspection des ICPE en date du 23 mai 2016 et la lettre d'accompagnement du 23 mai 2016 dans lesquels il est précisé l'absence de production de matériaux depuis plusieurs années et donc, conformément à l'article R 512-38 du code de l'environnement, la caducité de l'autorisation préfectorale n° 4038/04 du 19 octobre 2004 ;

Préfecture de l'Allier – 2, rue Michel de l'Hospital – CS 31649 – 03016 MOULINS CEDEX
Téléphone 04 70 48 30 00 – Télécopie 04 70 20 57 72

Site internet : www.allier.gouv.fr – Courriel : prefecture@allier.gouv.fr

L'accueil général de la préfecture est ouvert du lundi au vendredi de 8h15 à 17h

.../...

VU la lettre de l'exploitant de la S.A.S. DAGOIS en date du 21 juillet 2016 prenant la décision de fermer définitivement le site, et l'engagement de remettre le site en état ;

VU la notification du 05 décembre 2018, relative à une cessation définitive de l'exploitation de carrière susvisée déposée à la préfecture de l'Allier par la S.A.S. DAGOIS ayant son siège à 10 rue Denis Papin à 03400 - Yzeure ;

VU l'avis favorable formulé par Monsieur le maire de la commune de Meillers le quinze janvier 2019 ;

VU l'avis favorable formulé par le propriétaire des lieux, le gérant du GFA (Groupement Foncier Agricole) de PRAVIER le 11 janvier 2019 ;

VU le procès-verbal de récolement établi suite à la visite du site par le service de l'inspection des installations classées, et clos le 31 janvier 2019 ;

VU le rapport et la proposition de l'inspection des installations classées en date du 31 janvier 2019 ;

CONSIDERANT l'absence de production de matériaux depuis plusieurs années, et l'absence d'exploitation durant deux années consécutives ;

CONSIDERANT que la S.A.S. DAGOIS a notifié, conformément à la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, la cessation définitive de la carrière citée ci-dessus ;

CONSIDERANT que cette notification a été instruite selon la procédure définie par cette législation ;

CONSIDERANT que l'inspection des installations classées a constaté, lors de la visite de récolement du 04 janvier 2019, que la remise en état de cette carrière est conforme aux dispositions générales ;

SUR PROPOSITION de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Allier ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – Caducité de l'autorisation initiale

L'absence d'exploitation durant deux années consécutives entraîne la caducité de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 4038/04 du 19 octobre 2004, autorisant la S.A.S. DAGOIS (03400 - Yzeure) à exploiter une carrière de grès à ciel ouvert sur le territoire de la commune de Meillers, au lieu-dit : « Forêt de Messarges ».

.../...

ARTICLE 2 – DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Clermont-Ferrand :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

La juridiction administrative peut aussi être saisie aussi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site www.telerecours.fr.

ARTICLE 3 – PUBLICITE

Conformément aux dispositions de l'article R.512-39 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie de Meillers et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de Meillers pendant une durée minimum d'un mois. Le même extrait est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pour une durée identique.

Le maire de Meillers fera connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de l'Allier l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la société DAGOIS.

ARTICLE 4 – EXECUTION

La Secrétaire générale de la préfecture de l'Allier, la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le chef de l'Unité inter-Départementale Cantal/Allier/Puy de Dôme de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes à Yzeure,

le commandant du groupement de gendarmerie de l'Allier,

le directeur général de l'Agence Régionale de Santé,

la directrice départementale des territoires,

le chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine,

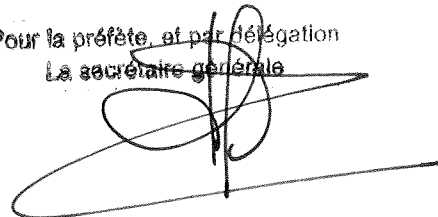
le directeur régional des affaires culturelles,

le directeur du service départemental d'incendie et de secours,

le directeur de la caisse régionale d'assurance maladie, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au Maire de Meillers et à la société DAGOIS.

Moulins, le 11 FEV. 2019

Pour la préfète, et par délégation
La secrétaire générale



Hélène DEMOLOMBE TOBIE